

**Monsieur CAZABAN Jean  
Bâtiment EOSS  
22, rue Johannes Kepler  
64000 PAU**

**ASSOCIATION Avenir Rural en Béarn**

**4 rue des Pyrénées**

**64800 BAUDREIX**

**LYCEE AGRICOLE DU PAYS DE**

**NAY**

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 août 2025**

**AUDIT PAU PAYS DE L'ADOUR**

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

**Tél : 05.59.84.89.71**

**Email : [jean.cazaban@eoss.fr](mailto:jean.cazaban@eoss.fr)**

**Association AVENIR RURAL EN BEARN  
LYCEE AGRICOLE DU PAYS DE NAY**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 Août 2025**

Aux membres adhérents,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 3 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVENIR RURAL EN BEARN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, arrêtés par votre conseil d'administration du 3 avril 2026 et tels qu'ils sont joints au présent rapport, référencés de la page 1/28 à la page 28/28.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portent sur :

- Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour la facturation aux familles ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour les ventes au comptant de l'espace horticole.

**Tél : 05.59.84.89.71  
Email : jean.cazaban@eoss.fr**

L'analyse du contrôle interne que nous avons réalisée nous permet d'apprécier la qualité requise du traitement de l'information comptable et de gestion et en particulier concernant les assertions relatives à l'exhaustivité des opérations significatives de l'exercice.

Les procédures de confirmation directe mises en œuvre auprès des tiers contributeurs et de certains fournisseurs nous ont également permis de vérifier le respect des assertions de séparations des exercices, réalité et mesure des produits et des charges correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des membres du conseil d'administration relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Signé numériquement par: Jean CAZABAN  
Rôle: EXPERT  
Organisme: CAZABAN JEAN  
Unité organisationnelle: 0002 389094296  
Limites d'utilisation: Explicit Text: ETSI EN 319 411-2 compliant certificates for natural persons (QCP-N-QSCD) : Signature and Authentication  
Signature  
Date: 07/04/2026 10:22:13

Fait à Pau, le 7 avril 2026

**Jean CAZABAN**  
Commissaire aux comptes

Tél : 05.59.84.89.71  
Email : [jean.cazaban@eoss.fr](mailto:jean.cazaban@eoss.fr)

Actif			Au 31/08/2025			Au 31/08/2024
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup> Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	3 177	2 582	595	
		TOTAL	3 177	2 582	595	
	Immobilisations corporelles	Terrains	13 940	465	13 474	13 938
		Constructions	2 391 356	1 049 016	1 342 340	1 448 483
		Inst.techniques, mat.out.industriels	4 392 220	3 839 280	552 939	417 348
		Immobilisations corporelles en cours	16 165		16 165	38 500
	TOTAL	6 813 683	4 888 763	1 924 919	1 918 270	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					1
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	3 884		3 884	3 777
Prêts						
	Autres	3 223		3 223	2 723	
	TOTAL	7 107		7 107	6 500	
	Total I	6 823 968	4 891 345	1 932 623	1 924 772	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	66 767	20 259	46 508	77 881
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	446 585		446 585	456 103
	TOTAL	513 352	20 259	493 093	533 984	
	Divers	Valeurs mobilières de placement	302 920		302 920	281 803
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		886 503		886 503	982 981	
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	34 870		34 870	31 220	
	Total II	1 737 647	20 259	1 717 388	1 829 990	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	8 561 616	4 911 604	3 650 011	3 754 762	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2025	Au 31/08/2024
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	44 845	44 845
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1	1
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	422 177	422 177
	Report à nouveau	1 040 031	996 191
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	39 189	43 840
	Situation nette (sous-total)	1 546 245	1 507 056
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	613 595	593 987
	Provisions réglementées		
Total I		2 159 841	2 101 044
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	942 855	1 067 808
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	4 756	4 695
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 356	135 715
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	58 333	46 651
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 951	41 539
	Autres dettes	65 525	59 757
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	293 392	297 551
Total IV		1 490 169	1 653 718
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 650 011	3 754 762
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		4 594
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	26 626	30 723
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	694 523	658 747
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 401 514	1 380 011
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		100
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21 911	10 219
	Utilisations des fonds dédiés		4 760
	Autres produits	53	9 996
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		<b>2 144 628</b>	<b>2 094 558</b>
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	5 031	4 132
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	861 811	922 893
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	49 613	48 623
	Salaires et traitements	757 265	726 623
	Charges sociales	202 913	188 658
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	222 378	213 702
	Dotations aux provisions	20 259	6 743
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	78 555	76 964
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		<b>2 197 828</b>	<b>2 188 342</b>
1. Résultat d'exploitation (I-II)		<b>-53 199</b>	<b>-93 784</b>



		Du 01/09/2024 Au 31/08/2025 12 mois	Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	198	194
	Autres intérêts et produits assimilés	26 617	24 185
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		26 815	24 380
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	11 133	12 599
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		11 133	12 599
2. Résultat financier (III-IV)		15 681	11 780
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-37 517	-82 003
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		2 500
	Sur opérations en capital	89 620	135 373
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	89 620	137 873
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		33
	Sur opérations en capital	7 552	6 800
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	7 552	6 833
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		82 068	131 040
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		5 362	5 196
Total des produits (I + III + V)		2 261 064	2 256 813
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 221 875	2 212 972
EXCÉDENT OU DÉFICIT		39 189	43 840
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		-1 063 574	-1 022 890
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



ASS Lycée Technologique

# Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/08/2025

## Table des matières

<b>Principes et méthodes comptables</b>	<b>3</b>
Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre	3
Principes et conventions générales	4
Règles générales	4
Immobilisations corporelles et incorporelles	4
Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières	5
Créances	5
Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable	5
Autres éléments significatifs	5
 <b>1 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat</b>	 <b>6</b>
1.3 Actif immobilisé	6
2.5.3 État de l'actif immobilisé (brut)	7
1.3.2 Amortissements de l'actif immobilisé	9
1.3.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	11
1.3.4 Valeurs mobilières de placement	11
1.4 Actif circulant	11
1.4.1 Actif circulant / dépréciations	11
1.4.2 Produits à recevoir	12
1.4.3 Charges constatées d'avance	12
1.4.4 Produits constatés d'avance	12
1.5 Fonds propres	13
 <b>2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat</b>	 <b>15</b>
2.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
2.2 Dettes garanties par des sûretés réelles	18
2.3 Charges à payer	18
Compte de résultat	19
2.3.1 Population scolaire	19
2.3.2 Tarifs annuels	19
2.3.3 Résultat par activité ou établissement	21
2.4 Informations relatives à l'effectif	22
 <b>3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan</b>	 <b>23</b>
3.1 Engagements financiers donnés et reçus	23
3.2 Valorisation d'un équivalent-loyer	23
3.3 Contributions volontaires	23
3.4 Fonds dédiés	24

## Principes et méthodes comptables

### Désignation de l'association :

#### Lycée Agricole du Pays de Nay

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2025, dont le total est de 3 650 011 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 39 189 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 septembre 2024 au 31 août 2025.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03 Avril 2026 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

#### - Nom et adresse

Lycée Agricole du Pays de Nay  
Route des Lys  
64 800 NAY

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, sont décrits :

#### - L'objet social de l'entité :

L'Association LTP a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement Catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L 813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

#### - La description de la nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées par l'association :

- Les moyens d'actions du LTP consistent également dans :

1- La création d'unité de production notamment une exploitation agricole, un centre équestre, une exploitation horticole, des ateliers de production, de transformation et de stockage. Elle peut gérer directement ces activités ou passer convention avec tout organisme concourant même partiellement à celles-ci.

2- Également et en complément, de ses activités de formation, l'association pourra déployer des activités d'accueil, d'hébergement, de restauration, de transport, de mise à disposition des locaux, d'animation et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

3- L'association pourra acquérir ou prendre en location tous les biens fonciers et immobiliers nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

#### - La description des moyens mis en œuvre :

Pour l'accomplissement de ses missions l'association LTP est dotée de moyens humains, matériels, immobiliers et économiques lui permettant de mener son action, dans le respect des grands équilibres sociaux et économiques associatifs.

## Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 Août 2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement ANC n°2014-03.

### Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par des apports des membres ou des affectations de fondateurs, de personnes physiques, de personnes morales, d'autorités administratives et, au fur et à mesure de la vie de l'entité, par les résultats de l'entité.

Les fonds propres permettent d'assurer la pérennité des activités et le développement de nouveaux projets.

### Concours publics & Subventions

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire. Par opposition la subvention est attribuée de façon facultative et fait l'objet d'une décision particulière.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 août 2025 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Les personnes morales de droit privé à but non lucratif sont tenues de se référer au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, comme indiqué par l'article 111-2 de ce dernier règlement.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Aménagement des terrains : 30 ans
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Installations techniques : 2 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 2 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 20 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 4 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

## Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

## Autres éléments significatifs

### Dons

Le conseil d'administration a décidé l'octroi d'un don de 21 294,25 € au profit du Lycée St Joseph.

# 1 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

## 1.3 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les 2 coût des biens financés.

### 2.5.3 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	639	-	-	3 178
Immobilisations corporelles	Terrains	13 940	-	-	-	13 940
	Constructions	2 391 357	-	-	-	2 391 357
	Install. Tech., mat., outillage	616 805	35 939	6 913	-	645 830
	Install. générales, ag. Am. divers	3 343 503	211 721	-	-	3 555 224
	Matériel de transport	25 859	-	-	-	25 859
	Mat bur., informatique, mobilier	161 647	3 660	-	-	165 307
	Immo. Corp. En cours	38 500	16 166	-	38 500	16 166
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	6 594 150	268 125	6 913	38 500	6 816 861
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	3 777	107	-	-	3 884
	Prêts et autres immo. financières	2 724	500	-	-	3 224
	Total IV	6 501	607	-	-	7 108
Total général		6 600 650	268 731	6 913	38 500	6 823 969

Autres immobilisations corporelles - Divers : 1

Dont biens reçus par legs et donations destinés à être cédés : 1



### 1.3.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			268 123		
Immobilisations financières			607		
<b>TOTAL</b>			<b>268 730</b>		

### 1.3.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	38 500				6 913
Immobilisations financières					
<b>TOTAL</b>	<b>38 500</b>				<b>6 913</b>

### 1.3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	44	-	2 582
Amortissements corporelles	Terrains	1	465	-	466
	Constructions	942 873	106 143	-	1 049 017
	Install. Tech., mat., outillage	536 422	29 088	6 913	558 597
	Install. générales, ag. Am. divers	3 053 119	70 090	-	3 123 211
	Matériel de transport	19 006	2 225	-	21 231
	Mat bur., informatique, mobilier	121 918	14 324	-	136 242
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		4 673 340	222 335	6 913	4 888 764
Total général		4 675 879	222 379	6 913	4 891 346

### 1.3.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		44		
Immobilisations corporelles		222 335		
<b>TOTAL</b>		<b>222 379</b>		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	44		
Immobilisations corporelles	222 335		
<b>TOTAL</b>	<b>222 379</b>		

### 1.3.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			6 913
<b>TOTAL</b>			<b>6 913</b>

### 1.3.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	2 539	44	-	-	-	2 582
Corporelles	4 673 340	222 335	-	6 913	-	4 888 764
<b>TOTAL</b>	<b>4 675 879</b>	<b>222 379</b>	<b>-</b>	<b>6 913</b>	<b>-</b>	<b>4 891 346</b>

### 1.3.4 Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
CREDIT AGRICOLE SA	82,00	14,09	16.72	1 371.04	

## 1.4 Actif circulant

### 1.4.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	6 743	20 259	6 743	20 259
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 743</b>	<b>20 259</b>	<b>6 743</b>	<b>20 259</b>

Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
Clients douteux	28 383	11 246	20 259	6 743	Exploitation

### 1.4.2 Produits à recevoir

	Montant
Divers remboursements à recevoir	2 200
Divers autres produits à recevoir	86 844
Intérêts courus DAT	1 765
Subventions à recevoir	347 640
<b>Total</b>	<b>438 449</b>

### 1.4.3 Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financieres	Charges Exceptionnelles
Charges Constatées d'avance	34 871		
<b>Total</b>	<b>34 871</b>		

### 1.4.4 Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Facture client constatée d'avance	0		
Participation état ART 4 & 44 constatée d'avance	293 392		
<b>Total</b>	<b>293 392</b>		

## 1.5 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	44 846	-	-	-	44 846
Fonds propres avec droit de reprise	1	-	-	-	1
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	422 178	-	-	-	422 178
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Report à nouveau	996 191	43 841	-	-	1 040 032
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	43 841	43 841	-	-	39 189
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
<b>Situation nette</b>	<b>1 507 057</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 546 246</b>
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	593 988		97 965	78 357	613 596
Provisions réglementées	-		-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 101 045</b>		<b>97 965</b>	<b>-</b>	<b>2 159 842</b>

**Subventions amortissables**

Les subventions d'investissement reçues pour financer un actif ne sont pas comptabilisées immédiatement en produit. Elles sont inscrites au passif (comptes 13) puis reprises au résultat progressivement, au même rythme que l'amortissement de l'immobilisation financée.

	Valeur à l'origine	Amts	Cumul Amt	Valeurs nettes
Investissement Programme 2015	24 680	2 339	24 540	140
Investissement Programme 2014	82 180	3 416	78 208	3 972
Peinture 2008	16 432	244	15 721	711
Isolation 2015	3 788	189	3 788	0
Internat - subv 2016 à 2018	658 745	37 002	255 699	403 046
Assainissement - 2019	36 187	3 498	18 968	17 218
Batiment 2021	10 373	1 482	5 347	5 026
Equipement 2021	21 209	4 205	18 745	2 464
Equipement 2020	21 446	2 243	16 511	4 935
Serres horticoles 2021	24 215	2 422	9 383	14 832
Subvention équipement 2022	19 894	4 118	12 207	7 687
Subvention bâtiment 2022	49 172	4 599	11 691	37 481
Equipement poste	1 897	237	692	1 205
Equipement informatique 2023	18 002	5 246	10 465	7 537
Equipement pédagogique 2024	18 716	2 371	2 651	16 065
Extension salle des professeurs	58 461	864	864	57 597
Rénovation bâtiment	33 963	283	283	33 680
<b>TOTAL</b>	<b>1 099 360</b>	<b>74 758</b>	<b>485 763</b>	<b>613 596</b>



## 2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 2.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	3 224		3 224
ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	66 768	66 768	
	Autres	446 585	446 585	
Charges constatées d'avance		34 871	34 871	
TOTAL		551 448	548 224	3 224

  

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine	942 855	117 965	340 580	484 310
Emprunts et dettes financières divers		4 756	4 756		
Fournisseurs et comptes rattachés		101 356	101 356		
Dettes fiscales et sociales		58 333	58 333		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		23 951	23 951		
Autres dettes		65 525	65 525		
Produits constatés d'avance		293 392	293 392		
<b>TOTAL</b>		<b>1 490 168</b>	<b>665 278</b>	<b>340 580</b>	<b>484 310</b>

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	120 358
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

Sur le prêt de 1 100 000 €, souscrit auprès de la banque Crédit Agricole, une hypothèque conventionnelle a été prise par le prêteur sur le droit au bail à construction sis à BAUDREIX, Rue de l'Eglise, et portant sur l'Internat. Le montant de la garantie est de la totalité du prêt soit 1 100 000 € et pour une durée de 288 mois (soit 24 ans).

**Emprunts****Mouvements sur le capital au 31/08/2025**

	Capital emprunté	Solde au 31/08/2025	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	14 975	7 419	7 556	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	57 341	7 992	32 630	16 719
Construction internat	104 930	57 811	6 990	28 628	22 193
Construction internat	400 000	89 988	41 298	48 690	
Construction internat	1 100 000	722 741	54 266	223 076	445 399
<b>TOTAL</b>	<b>1 806 093</b>	<b>942 856</b>	<b>117 965</b>	<b>340 580</b>	<b>484 311</b>

**Mouvements sur les intérêts au 31/08/2025**

	Capital emprunté	Rembst Exercice	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	17	0	0	0
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	409	276	139	0
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	535	470	1 357	69
Construction internat	104 930	615	549	1 737	212
Construction internat	400 000	1 088	690	296	0
Construction internat	1 100 000	8 195	7 607	28 988	14 087
<b>TOTAL</b>	<b>1 886 093</b>	<b>10 859</b>	<b>9 592</b>	<b>32 517</b>	<b>14 368</b>

**Total des annuités au 31/08/2025**

	Capital emprunté	Rembst exercice	Rembst à moins d'un an	Rembst de 1 à 5 ans	Rembst à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	3 661			
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	7 694	7 694	7 695	0
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	8 482	8 482	33 987	8 482
Construction internat	104 930	7 539	7 539	30 365	15 077
Construction internat	400 000	41 988	41 988	48 986	0
Construction internat	1 100 000	61 873	61 873	252 064	402 181
<b>TOTAL</b>	<b>1 886 093</b>	<b>131 237</b>	<b>127 576</b>	<b>373 097</b>	<b>425 740</b>

## 2.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	722 741	722 741	2 194 479
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
<b>Total</b>	<b>722 741</b>	<b>722 741</b>	<b>2 194 479</b>

## 2.3 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	31 662
Organismes sociaux charges à payer	1 475
Charges à payer	21 294
<b>Total</b>	<b>54 431</b>

## Compte de résultat

### 2.3.1 Population scolaire

	2024/2025	2023/2024
<b>Nombres d'élèves</b>		
Lycée professionnel	279	273
<b>Total Etablissement</b>	<b>279</b>	<b>273</b>
Pensionnaires	145	152
Demi-pensionnaires	127	116
Externes	7	5

### 2.3.2 Tarifs mensuels

Les participations des familles se font par le biais de versement sur 10 mois.

#### 2.3.1.1 Participation des familles

	2024/2025	2023/2024
<b>Contribution des familles</b>		
Lycée professionnel	58	55

	2024/2025	2023/2024
<b>Demi-pension</b>		
Lycée professionnel	145	138

	2024/2025	2023/2024
<b>Pension</b>		
Lycée professionnel	280	267

## 2.3.1.2 Participation de l'Etat et des collectivités

	2024/2025	2023/2024
<b>Collectivités</b>		
Lycée professionnel	1 101 107	1 091 565

## Rémunération des commissaires aux comptes

## Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 12 100 €

## 2.3.1.3 Participation de l'Etat et des collectivités publiques

Subventions de fonctionnement

	2024/2025
<b>PARTICIPATION DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES</b>	
<b>AUTRES PARTICIPATIONS</b>	
<b>SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR AUTRES ACTIVITES</b>	
74280100 - SUBVENTIONS ELEVES HANDICAPES	194 755
74210000 - SUBV AQUITAINE UFA APPRENTIS	63 561
73810000 – TAXES APPRENTISSAGE REVERSEES AU LYCEE	28 137
74880002 - REGION SUBV INT S/ 82 180 €	410
74880003 - REGION SUBV INT S/ 118 983 €	535
74880004 - REGION SUBV INT S/ 104 930€	615
74185000 – ETAT SUBV AIDE EXCEPT EMPLOYEURS APPRENTIS	5 000
	<b>293 013</b>

## Suivi des subventions affectées

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C	
Subvention 24-25	0	0	0	0	0
Subvention Erasmus	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 093 107	8 000		28 137	1 129 244
Subventions d'exploitation		5 000	267 269			272 269
Subventions d'équilibre			74 758			74 758
Subventions d'investissement						
						<b>1 476 271</b>

## 2.3.3 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion propre (= libre)</b>		
Part du résultat		26 815
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>		12 374
Part du résultat		
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>39 189</b>





## 2.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	2024/2025	2023/2024	2022/2023
Effectifs exprimés en équivalent temps plein			
AEVS	5.16	3.65	3.43
AGENT TECHNIQUE	0	0	1.00
EDUCATEUR	0	1.00	1.00
AVSI	2.69	2.39	2.65
<b>Personnel Vie Scolaire</b>	<b>7.84</b>	<b>7.04</b>	<b>8.08</b>
CUISINE	2.67	2.00	2.00
AGENT DE SERVICES	2.59	1.86	1.24
PAT	0.00	0.69	0.69
AGENT TECHNIQUE	1.86	1.00	0.25
<b>Personnel de services</b>	<b>7.11</b>	<b>5.68</b>	<b>4.93</b>
SECRETARIAT/COMPTABILITE	2.59	2.59	2.59
DIRECTION	1.85	1.80	1.91
<b>Administration</b>	<b>4.44</b>	<b>4.39</b>	<b>4.50</b>
PSYCHOLOGUE	0.13	0.13	0,11
<b>Psychologue</b>	<b>0.13</b>	<b>0.13</b>	<b>0,11</b>
<b>Personnel non enseignant (a)</b>	<b>19.52</b>	<b>17.24</b>	<b>17.62</b>
Secondaire	4.19	6.13	5.75
<b>Professeurs hors contrat (b)</b>	<b>4.19</b>	<b>6.13</b>	<b>5.75</b>
<b>Personnel enseignant (b) + (c)</b>	<b>4.19</b>	<b>6.13</b>	<b>5.75</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23.71</b>	<b>23.37</b>	<b>23.37</b>
dont Personnel à la charge de l'OGEC (a) + (b)	23.71	23.37	23.37

### 3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

#### 3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Autres engagement reçus		
Remboursement d'emprunt par le Conseil Régional (Capital + Intérêts)		130 127
Subvention Rénovation Bâtiment 24/25 (1)		50 687
<b>TOTAL</b>		278 612

(1) Dont 33 963.47 € constatés dans les comptes au 31/08/2025

#### 3.2 Valorisation d'un équivalent-loyer

Afin d'assurer un meilleur entretien des biens et par conséquence une plus grande pérennité du patrimoine, le CNEAP a préconisé il y a quelques années de distinguer comptablement la gestion scolaire (concernant l'ensemble de l'activité sous contrat, mais également la formation continue et l'apprentissage) et la gestion patrimoniale (concernant la vie associative, et notamment la gestion des immeubles).

L'établissement scolaire est alors "fictivement" locataire de l'association responsable de la gestion (gestion patrimoniale) pour que cette dernière dispose régulièrement de ressources suffisantes pour entretenir son patrimoine.

Cette méthode permet d'évaluer un coût réel d'occupation des locaux scolaires sur la base des mètres carrés scolaires utilisés.

Les ressources de la gestion patrimoniale sont donc principalement constituées par un loyer qui apparaît alors comme une charge de la gestion scolaire.

Toutefois, le respect du droit comptable ne permet de faire figurer en compte 613 un loyer qui n'est pas réellement encaissable.

Cette comptabilisation qui corrige le résultat de chaque gestion ne peut être présentée qu'au niveau analytique. Le calcul du loyer ainsi estimé doit obligatoirement figurer dans l'annexe des comptes annuels.

L'une des 2 conditions du prêt à usage n'étant pas remplie, l'équivalent loyer n'a pas été calculé.

#### 3.3 Contributions volontaires

La valorisation des contributions volontaires n'a pu être effectuée au titre de cet exercice 2024/2025, compte tenu du fait que l'établissement n'a pas mis en place de suivi des temps consacrés par les bénévoles pour l'association.



## 3.4 Fonds dédiés

Pas de fonds dédiés à la clôture au 31/08/2025.